RÉPONSE DU COMITÉ EXÉCUTIF AU RAPPORT DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR LES FINANCES ET L'ADMINISTRATION, INTITULÉ BUDGET 2023 PDI 2023-2032 RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

La Commission permanente sur les finances et l'administration a initié des travaux visant à étudier le budget 2023 ainsi que le PDI 2023-2032. Le document intitulé [Étude publique - Budget 2023 et PDI 2023-2032 Rapport et recommandations](#), déposé à la conclusion de ces travaux, a été déposé à la séance du conseil municipal du 15 décembre 2022 et du conseil d'agglomération du 22 décembre 2022.

Le comité exécutif remercie les membres de la Commission permanente sur les finances et l'administration ainsi que les personnes entendues dans le cadre de ses travaux, pour la qualité de ce rapport et pour la pertinence des recommandations qui en découlent.

Dans le tableau qui suit, le comité exécutif apporte une réponse à chacune des vingt-trois (23) recommandations émises par la Commission.

#	Recommandation	Service responsable	Commentaires
Budget 2023 et PDI 2023-2032 de la Ville de Montréal et des organismes relevant de son cadre financier			
1	Adopter les budgets de fonctionnement 2023 de la Ville, de ses services et des organismes paramunicipaux qui lui ont été déposés;	S/O	Les budgets de fonctionnement 2023 ainsi que les prévisions du PDI 2023-2032 ont été adoptés lors de la séance extraordinaire des conseils, municipal et d'agglomération, des 15 et 22 décembre 2022.
2	Adopter les prévisions d'investissements du PDI 2023-2032 de la Ville, de ses services et des organismes paramunicipaux qui lui ont été déposées;	S/O	
3	Adopter le budget 2023 et le programme des immobilisations 2023-2032 de la Société de transport de Montréal;	S/O	
4	Poursuivre la révision des programmes afin d'optimiser la gestion des ressources disponibles, de générer des économies récurrentes et de favoriser l'équité;	SPSPO	En collaboration avec le Service des finances, le Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle (SPSPO) coordonne le projet de revue des activités et des programmes. Les premiers résultats de cette démarche sont attendus pour le budget 2025.

5	Présenter annuellement, à la Commission sur les finances et l'administration, un état de situation de l'analyse globale de risques auxquels s'expose la Ville de Montréal;	SPSPO	En collaboration avec le Bureau du contrôleur général, le SPSPO est responsable, depuis 2023, de la gestion intégrée des risques. À cet effet, il est prévu que le système de gestion intégrée des risques soit déployé d'ici 2024. Ce système prévoit effectivement des modalités de reddition de comptes.
6	Fournir à la Commission sur les finances et l'administration la réponse du comité exécutif au rapport sur l'étude du budget 2023 et du PDI 2023-2032 avant le début de la consultation prébudgétaire 2024, de façon à ce que la Commission puisse en faire une étude approfondie.	Greffe	La présente réponse est déposée lors du conseil municipal du mois de mai 2023, durant l'exercice de consultation prébudgétaire 2024.
7	Poursuivre des représentations auprès du gouvernement du Québec afin de revoir la fiscalité municipale, de diversifier les sources de revenus et d'obtenir les montants conséquents avec ses responsabilités à titre de métropole du Québec.	Finances, BRGM	En 2022, la Ville de Montréal a mis sur pied un Chantier sur la fiscalité. Ce dernier a pour objectif d'étudier le potentiel de diversification des sources de revenus ainsi que les économies ou synergies possibles. Suite aux conclusions du Chantier, la Ville de Montréal entamera sous peu des échanges avec le gouvernement du Québec concernant la négociation du prochain Partenariat fiscal.
Déficit d'entretien des actifs			
8	Déposer un portrait global détaillant les actifs, leur indice de vétusté et leur valeur de remplacement afin de mieux évaluer l'impact des décisions budgétaires et de prévoir les investissements nécessaires;	SGPI, SPSPO	Le SPSPO coordonne l'élaboration d'un portrait des actifs, lequel est déposé aux instances administratives et politiques de la Ville.
9	Augmenter la cadence de l'audit des bâtiments municipaux.	SGPI	La planification et la priorisation des audits des bâtiments municipaux sont élaborées en fonction de plusieurs critères tenant compte, entre autres, du niveau de risque pour les occupants, du taux de vétusté de l'immeuble et du type d'usage. Le résultat des audits réalisés est considéré dans le bilan de l'état des actifs immobiliers. Une marge de manœuvre est également prévue afin de répondre à certaines urgences, notamment lors des acquisitions.
Contraintes législatives			
10	Identifier, avec la collaboration des services, les contraintes en matière législative qui restreignent l'innovation et l'efficacité.	STI, BRGM, Appro, SAJ	Le Bureau des relations gouvernementales et municipales (BRGM) et le Service des affaires juridiques (SAJ) documentent la question et sont en communication avec les représentants du Ministère des affaires municipales et de l'habitation

			(MAMH) à cet effet. Les canaux de discussions sont ouverts avec le MAMH en vue d'éventuelles modifications législatives.
11	Poursuivre ses représentations auprès du gouvernement du Québec afin qu'il modifie les articles de la Loi sur les cités et villes qui ne sont plus adaptés aux acquisitions en technologies de l'information et limitent l'innovation et l'efficacité.	STI, BRGM, Appro	Un comité de travail interne a été mis sur pied afin de documenter les besoins et la réalité spécifique à la Ville de Montréal. Les canaux de discussions sont ouverts avec le MAMH en vue d'éventuelles modifications législatives.
Écofiscalité			
12	Présenter, à partir de l'étude du budget 2024 et du PDI 2024-2033, un bilan contenant les objectifs attendus et les bénéfices obtenus par les nouvelles mesures écofiscales annoncées dans le budget 2023.	Finances, BTER	Les effets des mesures annoncées dans le budget 2023 pourraient être davantage perceptibles dans les années suivantes. Ceci est particulièrement vrai dans le cadre de la tarification de l'eau, qui sera facturée au début de l'année 2024. Il sera possible d'intégrer dans la section du budget dédiée à l'écofiscalité un inventaire des mesures en place qui montrerait les objectifs attendus et les impacts au fur et à mesure qu'ils seront quantifiables.
Optimisation des processus			
13	Présenter, à partir du prochain exercice d'étude publique du budget, les budgets de la Division de l'entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée et de l'entrepôt Chauveau.	Direction générale	Une demande sera faite aux arrondissements concernés afin de présenter les budgets pour ces activités.
14	Développer, en particulier pour le SPVM et le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), une méthode d'étalonnage et des indicateurs de performance qui permettront à la Ville de Montréal de rendre compte des éléments clés de la performance de ses services en matière de sécurité urbaine;	SPVM, SIM	<p>Pour l'année 2023, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) utilise deux nouveaux indicateurs de suivi calculés à partir des données de Statistiques Canada soit : le coût de la masse salariale du SPVM par habitant(e) et le nombre de policiers et de policières et de personnes civiles et autre effectif par 100 000 habitant(e)s. Le temps supplémentaire de l'effectif policier est un autre indicateur utilisé et fourni par le Service des finances de la Ville.</p> <p>De son côté, le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) utilise les indicateurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre moyen de pompiers et pompières aux opérations en service par 1 000 habitant(e)s

			<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de personnes affectées aux activités d'inspection en prévention incendie pour 1 000 habitant(e)s • Coût de la masse salariale du SIM par habitant(e) • Nombre d'intervention pour 1 000 habitant(e)s • Nombre d'incendies de bâtiments pour 1 000 habitant(e)s • Temps de réponse systémique en pourcentage • Nombre de décès liés à des incendies résidentiels pour 100 000 habitant(e)s • Nombre d'incendies résidentiels ayant entraînés des pertes pour 1 000 habitant(e)s • Des ajustements seront apportés d'ici l'automne avec le prochain schéma de couverture de risques. Ces indicateurs seront présentés chaque année lors de la présentation du budget.
15	Inciter le SPVM à améliorer ses prévisions d'heures supplémentaires afin de mieux représenter la réalité documentée des dernières années, et qu'il intègre l'estimé réaliste dans ses prévisions budgétaires.	SPVM	Le SPVM élabore ses prévisions budgétaires pour le temps supplémentaire de l'effectif policier en se basant sur l'historique des dépenses réelles, sur l'analyse de tableaux de bord mensuels ainsi que les opérations prévues. Le SPVM s'efforce à chaque exercice budgétaire de donner le portrait le plus précis en termes de prévisions d'heures supplémentaires, néanmoins les coûts qui y sont associés reste grandement tributaire de l'évolution des besoins en sécurité publique.
16	Poursuivre ses efforts pour rendre l'ensemble des séances du conseil de ville, des conseils d'arrondissement et des consultations publiques menées par les commissions permanentes du conseil disponible en ligne, dans les meilleurs délais	SECC, STI	<p>Les événements des conseils et de type participation publique à venir et ceux des 12 derniers mois sont affichés sur le site web montreal.ca. Chacune de ces séances a sa propre page web dans laquelle il est possible de visionner la séance en direct ou en différé, ou de trouver un lien externe vers la plateforme de diffusion.</p> <p>Un calendrier « participation publique » se trouve dans le menu, à l'accueil de montreal.ca. On y trouve toutes les séances à venir. Il est possible de filtrer selon les dates, par arrondissement, etc.</p> <p>Les pages de présentation des instances seront améliorées en 2023 pour y accueillir un lien vers les documents d'archives. De plus, le Service du greffe souhaite encadrer davantage la pratique du fournisseur WebTV Coop en ce qui</p>

			<p>concerne le classement et la nomenclature des séances du conseil et des commissions permanentes, de façon à ce qu'elles aient une meilleure découvrabilité à l'intérieur même du compte YouTube de la Ville et de la plateforme en général.</p> <p>Les arrondissements sont autonomes dans la gestion et la diffusion de leurs séances.</p>
Gestion des matières résiduelles, résilience et infrastructures vertes			
17	Produire un bilan de la performance, des objectifs attendus et des sommes investies dans la gestion des matières résiduelles, notamment dans les bâtiments de neuf unités et plus et dans les commerces, institutions et industries	SENV	Le Service de l'environnement dépose annuellement au comité exécutif un bilan de la gestion des matières résiduelles. Ce bilan présente la performance observée au regard des objectifs fixés par le plan directeur de gestion des matières résiduelles et par le gouvernement provincial. Cette performance est reprise dans la présentation annuelle préparée pour la Commission permanente sur les finances et sur l'administration. Le Service de l'environnement s'assurera de mettre de l'avant les sommes investies associées lors de l'émission du prochain rapport.
18	Intensifier le développement des infrastructures vertes pour augmenter la résilience de la Ville face à la crise climatique, incluant la gestion des fortes pluies.	SGPMRS, BTER, Eau	<p>La Ville est pleinement engagée dans le développement d'infrastructures vertes. Le Service de l'eau a mis en place une équipe de référence pour promouvoir l'implantation systématique d'infrastructures vertes drainantes et de parcs et places résilientes permettant de contribuer à moindre coût pour la collectivité à la réduction des débordements et des inondations. Un programme de financement de 15,5 M\$ pour les projets d'infrastructures vertes drainantes et d'espaces publics résilients construits entre août 2022 et mars 2025 a aussi été mis en place grâce au Programme d'économie verte.</p> <p>Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) travaille actuellement au développement de nouvelles infrastructures vertes d'envergures, soit la création et le développement des grands parcs suivants : Pôle nature de l'Est, Grand parc de l'Ouest, Parc Frédéric-Back, Parc-nature de l'écoterritoire de la falaise, Parc-nature des Sources.</p> <p>Les efforts liés à la forêt urbaine se poursuivent. Dans le cadre du Plan climat, l'objectif de planter 500 000 arbres d'ici 2030 a été établi. En 2022, 16 % de cette</p>

			<p>cible a été atteinte, ce qui représente 82 200 arbres plantés.</p> <p>Le Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER), de concert avec les autres unités administratives, travaille à l'action Investir en adaptation contre les changements climatiques. Pour l'année 2023, il est estimé que 180,9 M\$ seront investis par les services centraux à la réalisation d'infrastructures naturelles.</p>
19	En partenariat avec les autres paliers gouvernementaux, consacrer des ressources, développer des programmes et acquérir des terrains favorisant l'accès à l'eau, la réhabilitation des berges et la création de corridors verts et de biodiversité.	SGPMRS, BRGM	<p>Des représentations auprès des gouvernements provincial et fédéral sont effectuées sur une base régulière, notamment lors des consultations prébudgétaires.</p> <p>Le SGPMRS multiplie ses leviers de financement pour l'acquisition de terrains d'intérêt et le développement de nouveaux actifs naturels publics. Le SGPMRS a également conclu récemment d'importantes ententes de contributions financières gouvernementales (fédéral et provincial) pour le développement d'infrastructures vertes d'envergure (acquisitions de milieux naturels, réhabilitation de 10 km de berges dans le réseau des grands parcs et la plantation massive d'arbres) auprès des gouvernements fédéral et provincial.</p>
Inclusion et équité			
20	Présenter à la Commission sur les finances et l'administration les impacts de l'indice d'équité des milieux de vie sur le financement des programmes.	SDIS, SPSPPO	<p>Une présentation de l'indice d'équité des milieux de vie pourra être faite, à la demande des membres de la Commission. Cet indice ne sert cependant pas à répartir ou ordonner le financement des programmes ou activités. Il sera utilisé comme base de réflexion lors de la révision des programmes, notamment dans le cadre des projets témoins de la démarche « Quartiers inclusifs et résilients » (QIR) et permettra notamment de mieux cibler les besoins des secteurs de Montréal.</p>
21	Favoriser un déploiement souple, réactif et équitable sur le territoire montréalais des ressources en fonction des besoins prioritaires en matière d'itinérance.	SDIS	<p>Dans le cadre des financements octroyés par le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), 74 projets ont été soutenus en 2022-2023, dont plusieurs ayant une portée régionale ou étant déployés dans plusieurs arrondissements à la fois.</p> <p>De plus, le déploiement progressif de EMMIS (Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale) s'est fait en priorité dans quatre arrondissements</p>

			particulièrement confrontés à des enjeux de cohabitation sociale liés à l'itinérance, soit Ville-Marie, Le Plateau-Mont-Royal, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Le Sud-Ouest.
22	Prioriser les ententes pluriannuelles avec les organismes à but non lucratif, sur la base des orientations de la Politique montréalaise pour l'action communautaire, adoptée en 2021	SDIS	Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale priorise les ententes pluriannuelles avec les OBNL dans le cadre de ses programmes de soutien financier en cours et à venir. En 2022, 60 % des projets soutenus par le SDIS ont fait l'objet d'une entente pluriannuelle.
23	Collaborer avec la Commission sur les finances et l'administration afin de compléter, en 2023, le mandat d'étudier le fardeau fiscal des organismes à but non lucratif qui sont locataires dans des immeubles non résidentiels	SDIS	Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale poursuivra sa collaboration avec la Commission sur les finances et l'administration dans le cadre de la révision de la mesure d'aide financière aux OBNL locataires.